

## A la une



# 18<sup>e</sup> Rendez-Vous de Carthage : un programme riche, entre risques, innovation et durabilités

30/12/2025

**Le 18<sup>ème</sup> Rendez-Vous de Carthage de l'Assurance et de la Réassurance se tiendra à Tunis du 1<sup>er</sup> au 3 février 2026, réunissant les principaux acteurs nationaux et internationaux du secteur autour d'un thème central: «Assurer l'avenir dans un monde en mutation : innover, prévenir et bâtir la résilience».**

Dans un contexte marqué par l'intensification des risques climatiques, l'accélération des innovations technologiques et l'émergence de nouveaux enjeux de durabilité et de gouvernance, cette édition ambitionne d'offrir un espace de réflexion et d'échange sur l'évolution des modèles assurantiels. À travers des panels de haut niveau, des retours d'expérience et des débats d'experts, l'événement vise à renforcer le partage de connaissances, encourager l'innovation et consolider la coopération régionale et internationale.

**Le Panel 1**, dédié aux risques liés aux catastrophes naturelles (CATNAT), mettra l'accent sur la compréhension et l'anticipation de ces phénomènes. Modéré par **Lamia Ben Mahmoud (Tunis Re)**, il réunira **Jouda Khemiri (CGA)**, **Abdellah Benseidi (CCR Alger)**, **Sina Nassiry (CCR France)** et **Mongi Bourgou**, professeur universitaire. Les échanges porteront notamment sur l'évolution des risques climatiques, les mécanismes de couverture et les enjeux de modélisation.

**Le Panel 2** sera consacré à l'innovation technologique au service de la résilience, avec un focus sur l'intelligence artificielle et le risque cyber.



**Changement du nom commercial : El Amana Takaful devient Al Baraka Assurances**

P.03

**Le CMF renforce les exigences de transparence ESG pour les sociétés cotées**

P.04

**Marché algérien des assurances au 30 septembre 2025**

P.04

**Maroc : l'état d'avancement des grands chantiers du secteur**

P.05

**Nigeria: NAICOM Rules Out Deadline Extension For Insurance Recapitalisation**

P.07

**Dubai Court: Insurer must pay Dh93,450 for traffic accident damages**

P.08

**Buyers benefited from favourable dynamics at Jan 1 reinsurance renewals: Aons**

P.08

**Dedicated reinsurance capital to reach \$660bn in 2025: Guy Carpenter**

P.10

Placé sous la modération de Bertrand Labilloy (Arundo Re), ce panel réunira Khaled Ghedira, Haythem Mir (Keystone) et Rym Mejri (PwC France). Il sera enrichi par un témoignage sur les projets portés par la FTUSA, avec les contributions d'Addinn, Avidia et Wevioo.

P.03

## SOMMAIRE

18<sup>ème</sup> Rendez-Vous de Carthage :  
un programme riche, entre risques,  
innovation et durabilité 03

Changement du nom commercial :  
El Amana Takaful devient Al Baraka  
Assurances 03

Le CMF renforce les exigences de  
transparence ESG pour les sociétés cotées 04

Marché algérien des assurances au 30  
septembre 2025 04

Algérie :Assurance sociale : lancement du  
service de prélèvement automatique des  
cotisations 05

Maroc : l'état d'avancement des grands  
chantiers du secteur 05

Unpacking political violence and terrorism  
trends in south africa's insurance  
landscape 06

Nigeria:NAICOM Rules Out Deadline 07  
Extension For Insurance Recapitalisation

Dubai Court: Insurer must pay Dh93,450 for 08  
traffic accident damages

FRA issues model policy for Real Estate Title 08  
Insurance in Egypt

Buyers benefited from favourable dynamics 09  
at Jan 1 reinsurance renewals: Aons

Dedicated reinsurance capital to reach 10  
660\$bn in 2025: Guy Carpenter

**TUNISIE**

## 18ème Rendez-Vous de Carthage : un programme riche, entre risques, innovation et durabilités

**30/12/2025**

**Le 18ème Rendez-Vous de Carthage de l'Assurance et de la Réassurance se tiendra à Tunis du 1er au 3 février 2026, réunissant les principaux acteurs nationaux et internationaux du secteur autour d'un thème central : « Assurer l'avenir dans un monde en mutation : innover, prévenir et bâtir la résilience ».**

Dans un contexte marqué par l'intensification des risques climatiques, l'accélération des innovations technologiques et l'émergence de nouveaux enjeux de durabilité et de gouvernance, cette édition ambitionne d'offrir un espace de réflexion et d'échange sur l'évolution des modèles assurantiels. À travers des panels de haut niveau, des retours d'expérience et des débats d'experts, l'événement vise à renforcer le partage de connaissances, encourager l'innovation et consolider la coopération régionale et internationale.

Le Panel 1, dédié aux risques liés aux catastrophes naturelles (CATNAT), mettra l'accent sur la compréhension et l'anticipation de ces phénomènes. Modéré par **Lamia Ben Mahmoud (Tunis Re)**, il réunira **Jouda Khemiri (CGA)**, **Abdellah Benseidi (CCR Alger)**, **Sina Nassiry (CCR France)** et **Mongi Bourgou, professeur universitaire**. Les échanges porteront notamment sur l'évolution des risques climatiques, les mécanismes de couverture et les enjeux de modélisation.

Le Panel 2 sera consacré à l'innovation technologique au service de la résilience, avec un focus sur l'intelligence artificielle et le risque cyber. Placé sous la modération de **Bertrand Labilloy (Arundo Re)**, ce panel réunira **Khaled Ghedira, Haythem Mir (Keystone)** et **Rym Mejri (PwC France)**. Il sera enrichi par un témoignage sur les projets portés par la **FTUSA**, avec les contributions d'Addinn, Aidea et Wevioo.

Le Panel 3, intitulé « Durabilité, inclusion et confiance : bâtir l'assurance de demain », abordera les dimensions sociales, économiques et de gouvernance du secteur. Modéré par

**Mahmoud Mansour (ACM)**, il rassemblera **Sami Chaouch (Mattine)**, **Bilel Sahnoun (Bourse de Tunis)** et **Raja Dahmen (OIF)** autour des leviers permettant de renforcer la confiance, promouvoir l'inclusion et intégrer durablement les critères ESG.

Enfin, le Panel 4 proposera une réflexion sur le passage de l'indemnisation à la prévention, en tant que nouveau paradigme de gestion des risques. Les débats réuniront **Saber Khefffi (ONSR)**, **Olfa Saidi (OMS)**, **Moncef Felli, expert, Stéphane Pénet (DGA – France Assureurs)** et **Maxence Bizien (ALFA)**, autour des politiques publiques, de la prévention sanitaire et de la coopération entre les différents acteurs. À travers ces panels complémentaires, le 18<sup>ème</sup> Rendez-Vous de Carthage de l'Assurance et de la Réassurance s'affirme comme une plateforme de dialogue et de prospective, plaçant l'expertise, l'innovation et la durabilité au cœur de la construction d'un secteur assurantiel plus résilient et tourné vers l'avenir.

## Changement du nom commercial : El Amana Takaful devient Al Baraka Assurances

**30/12/2025**

**À la suite de la décision de l'Assemblée Générale du 28 novembre 2025, El Amana Takaful annonce officiellement le changement de son nom commercial et devient « Al Baraka Assurances » à compter du 1er janvier 2026.**

Cette transformation s'inscrit dans le cadre de l'intégration stratégique au sein du Groupe Al Baraka, consécutive à la détention majoritaire de son capital, consolidant ainsi sa position sur le marché tunisien de l'assurance takaful.

Sous sa nouvelle identité, « Al Baraka Assurances » bénéficiera de l'expertise et des synergies du Groupe afin de proposer à sa clientèle une offre complète de produits d'assurance, fondée sur des valeurs éthiques et alignée sur les standards internationaux.

À cette occasion, les coordonnées institutionnelles évoluent comme suit :

Le nom de domaine devient : [www.albarakaassurances.COM](http://www.albarakaassurances.COM)

**Adresse de contact :** [contact@albarakaassurances.com](mailto:contact@albarakaassurances.com)

**Nouvelle adresse :** 59 avenue Alain Savary ,1002 Tunis

Il est important de préciser que l'ensemble des

contrats en cours demeure strictement inchangé. Cette transformation marque une étape majeure dans le développement de l'assurance islamique en Tunisie et illustre l'engagement du Groupe Al Baraka en faveur du renforcement de l'écosystème financier éthique et durable.

la société ou de celle des entités incluses dans son périmètre de consolidation. Le CMF insiste sur la nécessité d'une présentation structurée permettant à l'investisseur d'apprécier la matérialité de ces facteurs dans l'analyse financière globale de l'entreprise.

WEBMANAGERCENTER  
Depuis 2000

## Le CMF renforce les exigences de transparence ESG pour les sociétés cotées

25/12/2025

**U**Le Conseil du Marché Financier (CMF) a réaffirmé sa volonté de renforcer de manière effective la transparence des sociétés relevant de sa compétence en matière d'information sur la durabilité. Cette orientation s'inscrit dans son plan stratégique et dans sa mission de protection des investisseurs, avec pour objectif de garantir l'accès à une information pertinente, fiable et utile à la prise de décision.

Le CMF souligne que cette exigence concerne en particulier les facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG), dès lors qu'ils sont susceptibles d'affecter l'activité, la situation financière, la performance ou les perspectives des sociétés faisant appel public à l'épargne.

### Les facteurs ESG reconnus comme informations essentielles

Conformément au décret n°96-2459 du 30 décembre 1996 relatif au cadre conceptuel de la comptabilité, le CMF rappelle que les facteurs ESG doivent être portés à la connaissance des investisseurs lorsqu'ils présentent un impact significatif. Cette approche s'aligne également sur les normes internationales IFRS S1, relatives aux obligations générales d'information financière liée à la durabilité, et IFRS S2, consacrée aux informations climatiques.

**Dans ce cadre, le Conseil invite les sociétés** concernées à intégrer, dans les notes annexes à leurs états financiers individuels et, le cas échéant, consolidés arrêtés au 31 décembre 2025, une information claire sur les principaux facteurs ESG auxquels elles sont exposées.

### Risques, opportunités et continuité d'exploitation

Les informations attendues doivent couvrir les risques et opportunités ESG identifiés, ainsi que leurs effets actuels ou potentiels sur la situation financière, la performance, la continuité d'exploitation et les perspectives d'avenir. Ces impacts peuvent résulter de l'activité propre de

### Le MACF, un enjeu spécifique pour les exportateurs

Ces exigences prennent une importance particulière avec l'entrée en vigueur, à partir du 1er janvier 2026, du Mécanisme d'Ajustement Carbone aux Frontières (MACF). Ce dispositif européen instaure une tarification du carbone sur les produits importés, équivalente à celle supportée par les producteurs établis dans l'Union européenne.

Le CMF estime que ce mécanisme est susceptible d'avoir des incidences sur les sociétés tunisiennes exportatrices vers l'UE, notamment en matière de coûts, de compétitivité et d'accès aux marchés.

### Des informations détaillées exigées dès 2025

À ce titre, les sociétés opérant dans les secteurs concernés par le MACF sont appelées à fournir, dans les notes aux états financiers arrêtés au 31 décembre 2025, des informations permettant d'évaluer ses conséquences. Celles-ci doivent porter sur l'identification et l'intégration des risques liés au MACF, les dispositifs internes de conformité, ainsi que l'évaluation des impacts actuels et attendus sur l'activité et les perspectives.

Le CMF invite enfin l'ensemble des sociétés concernées à renforcer leurs dispositifs de gouvernance et de reporting ESG et à se rapprocher de leurs commissaires aux comptes afin d'assurer la qualité et la conformité des informations publiées.

Maghreb



## Marché algérien des assurances au 30 septembre 2025

30/12/2025

**Le président de l'Autorité nationale de protection** Le marché algérien des assurances, toutes activités confondues, clôture les neuf premiers mois de 2025 avec un chiffre d'affaires de 142,974 milliards DZD (1,1 milliard USD), en hausse de 7,3% sur un an.

Le marché direct représente 93,2% du total des souscriptions, soit 133,188 milliards DZD (1,02 milliard USD). Ce montant est en croissance de 6,9% sur douze mois.

Le volume des primes du marché direct se répartit comme-suit :

Non vie : 115,994 milliards DZD (888,9 millions USD)

Assurances de personnes : 16,373 milliards DZD (125,5 millions USD)

Takaful: 821 millions DZD (6,3 millions USD)

Au cours de la période étudiée, les acceptations internationales de réassurance atteignent 9,786 milliards DZD (80 millions USD), en progression de 13,1% par rapport à la même période de 2024.

Le montant des sinistres réglés par les sociétés d'assurance locales augmente de 17,7% pour s'établir à 58,115 milliards DZD (445,4 millions USD).

Ces données provisoires ont été publiées par le Conseil National des Assurances (CNA).

Pour l'ensemble de l'exercice en cours, le chiffre d'affaires de l'ensemble du secteur (primes directes + acceptations), s'élèverait à 196,3 milliards DZD (1,5 milliard USD), se rapprochant ainsi du seuil des 200 milliards DZD (1,53 milliard USD) qui devrait être dépassé pour la première fois en 2026.



## Algérie: Assurance sociale: lancement du service de prélèvement automatique des cotisations

25/12/2025

**Le service de prélèvement automatique des cotisations de l'assurance sociale a été lancé, jeudi à Alger, en coordination avec la Banque de développement local (BDL), en vue de garantir la régularité du paiement des cotisations dans leurs délais légaux et de renforcer le service public.**

Supervisant la cérémonie de lancement de ce service, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Abdelhak Saihi a fait savoir que le prélèvement automatique concernait les cotisations de l'assurance sociale relevant de la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS) et de la Caisse nationale des congés payés et du chômage-intempéries des secteurs du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique (CACOBATPH).

Ce nouveau service s'inscrit dans le cadre de la vision stratégique de l'Etat visant à «consacrer la numérisation intégrale, à moderniser les modes de gestion et de paiement, à ancrer les principes d'efficacité et de transparence et à simplifier les procédures».

Il a rappelé que le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune avait fait de la numérisation intégrale de l'administration publique un processus obligatoire pour la réforme de l'Etat, la lutte contre la bureaucratie, l'amélioration de la gouvernance et le renforcement de la transparence.

L'adoption du service de prélèvement automatique vise à «mettre à disposition une solution numérique sécurisée et fiable, à même de garantir la régularité du règlement des cotisations dans les délais légaux et d'épargner aux employeurs les pénalités de retard», mais aussi à «alléger les charges administratives, à améliorer la qualité du service public et à conforter la confiance entre l'administration et les opérateurs économiques, à l'ère des technologies modernes».

Ce service, a-t-il souligné, constitue «le couronnement d'un processus de partenariat institutionnel entre les organismes de sécurité sociale et le secteur bancaire, étant un partenaire clé dans la concrétisation de ce projet national».

La numérisation «n'est plus une option soumise au débat ni un projet pouvant être reporté, mais plutôt une décision de l'Etat et une orientation présidentielle devant être mise en œuvre dans des délais précis et avec la pleine adhésion de tous les intervenants», a-t-il ajouté, soulignant que son département s'attelle à «une numérisation globale et intégrée de l'ensemble des services, de manière à permettre au citoyen d'accomplir ses formalités à distance en toute aisance».

LE MATIN.ma

## Maroc : l'état d'avancement des grands chantiers du secteur

30/12/2025

**La Fédération marocaine de l'assurance fait le point sur les principaux chantiers qui transforment actuellement le secteur.**

Entre avancées opérationnelles majeures- comme le Registre national des véhicules assurés- et réformes réglementaires structurantes- tel que l'amendement de la loi sur les accidents corporels de la circulation- la nouvelle dynamique marque un tournant. Mais des défis de taille se profilent, notamment le basculement de l'AMO vers la CNSS.

La Fédération marocaine de l'assurance fait le point sur les principaux chantiers qui transforment actuellement le secteur, de la digitalisation à la réforme réglementaire.

Sur le plan opérationnel, la mise en production

du Registre national des véhicules assurés (RNVA) constitue l'une des réalisations phares de l'année. Cet outil central permet de fiabiliser l'information sur les véhicules assurés et servira de socle pour la dématérialisation de l'attestation d'assurance automobile et l'amélioration des contrôles.

La dématérialisation de l'attestation franchit également une étape importante avec la finalisation du système de QR code, dont le déploiement mobilise actuellement l'ensemble des parties prenantes. En parallèle, le dispositif de paiement multicanal des primes d'assurance automobile vient compléter ces initiatives, ouvrant la voie à une modernisation profonde des parcours clients.

### **Réformes réglementaires : indemnisation et tarification**

Les évolutions réglementaires se sont aussi accélérées, notamment avec d'amendement du Dahir du 2 octobre 1984 relatif aux accidents corporels de la circulation. Cet amendement vise à améliorer l'indemnisation des victimes tout en tenant compte de l'impact sur la prime d'assurance dont l'évolution suivra celle du barème d'indemnisation, afin d'éviter une charge excessive pour les citoyens. Le nouveau texte introduit également de nouvelles règles d'expertise médicale, avec le recours à l'expertise contradictoire, notamment par un troisième médecin en cas de désaccord entre le médecin traitant et celui de l'entreprise d'assurances.

À noter que la Chambre des Représentants a adopté, mardi 2 décembre 2025, le projet de loi N°70.24 modifiant et complétant le Dahir du 2 octobre 1984, relatif à l'indemnisation des victimes d'accidents causés par des véhicules terrestres à moteur. La FMA souligne que l'assurance automobile connaîtra aussi une autre évolution réglementaire majeure avec l'introduction de nouveaux critères de tarification de la responsabilité civile, permettant d'ajuster le tarif en fonction du profil de risque des assurés et d'instaurer une plus grande équité entre eux.

### **Assurance habitation et risques climatiques**

L'autre chantier majeur pour la profession concerne une éventuelle instauration de l'obligation d'assurance habitation. Selon la FMA, l'étude y afférente se poursuit dans un contexte marqué par l'évolution des risques climatiques et la nécessité de renforcer la résilience des ménages. Elle vise à définir les risques à intégrer dans la couverture obligatoire, notamment la responsabilité civile, l'incendie et certains risques annexes afin d'y rattacher la couverture contre les conséquences des événements catastrophiques (EVCAT) et d'offrir une protection plus complète.

L'étude a également pour objectif de définir les mécanismes de contrôle de l'obligation d'assurance ainsi que les types de bâtiments concernés.

## **Afrique**

agence ecofin

### **Unpacking political violence and terrorism trends in south africa's insurance landscape**

26/12/2025

**South Africa's socio-political environment continues to pose significant challenges for businesses, with political violence and terrorism (PVT) risks increasingly tangible rather than abstract.**

In recent years, unrest has become more frequent and complex, highlighting the vulnerabilities of the business sector.

Historically, political violence in South Africa has been linked to socio-economic pressures such as unemployment, inequality, and inadequate service delivery. These persistent issues often manifest in strikes, riots, and other forms of civil unrest.

The July 2021 riots provide a stark illustration of how quickly unrest can escalate. Initially sparked by political grievances, the situation intensified into widespread looting and destruction in KwaZulu-Natal and Gauteng. The economic consequences were severe, with damages exceeding R50 billion, thousands of businesses affected, and over 300 lives lost. Recovery for many businesses has been slow, and some never reopened.

Recent surveys suggest that 79% of South African businesses fear a recurrence of similar unrest, citing unemployment, inequality, and failing infrastructure as key drivers. This highlights the fragility of the business environment and the need for strategies to manage risk.

Social media plays an increasingly significant role in shaping unrest, enabling movements to gain traction rapidly and amplifying frustration when grievances are ignored. Businesses can suffer collateral damage simply by being in the wrong place at the wrong time, even if they are not directly involved in disputes.

#### **Understanding how political violence is defined is important for assessing exposure:**

- Strikes: Work stoppages by multiple employees to enforce demands on an employer.
- Riots: Violent disturbances by groups threatening public peace.

- Civil commotion: Broader unrest disrupting communities and businesses.
- Rebellion, insurrection, and mutiny: Less frequent but more extreme forms of political violence.

Even infrequent events can have catastrophic impacts, including operational disruption, supply chain breakdowns, and loss of customer trust.

In South Africa, the state-backed insurer SASRIA provides coverage for strikes, riots, and civil commotion, with limits up to R500 million.

While this offers important protection, losses from large-scale unrest can exceed these limits, leaving businesses to absorb remaining costs. Additional coverage may be needed for extreme forms of political violence, including rebellion and insurrection.

The evolving nature of South Africa's PVT risks—driven by economic pressures, social media amplification, and unresolved societal grievances—means businesses must remain aware of their vulnerabilities.

Comprehensive understanding of coverage options and contingency planning is essential for mitigating the potentially severe consequences of unrest. In summary, the South African business environment faces ongoing political and social challenges that can have significant operational and financial impacts. Proactive risk management and informed planning are crucial for building resilience against these uncertainties.



## Nigeria: Brokers call for stronger collaboration to drive value in Nigeria's insurance sector

01/01/2027

**Commissioner for Insurance (CFI)/Chief Executive, National Insurance Commission (NAICOM), Mr. Olusegun Omoshin, on Tuesday declared that the July 30, 2026 deadline for the recapitalisation of insurance companies remained sacrosanct, adding that no extension will be granted.**

**Omoshin also said the commission was yet to verify that any insurance company had fully complied with the recapitalisation requirement, partly because their capital valuation had not been verified.**

Omoshin spoke at the opening of a seminar for insurance correspondents in Abuja.

He said amending the deadline will amount to a breach of the Nigerian Insurance Industry Reform Act (NIIRA) 2025, which gave impetus for the new capital requirements.

Represented by Deputy Commissioner for Insurance, Technical, Dr. Usman Jankara, the CFI said, legally, no firm could be adjudged to have met the new recapitalisation thresholds until its compliance claims had been duly assessed, as stipulated in NIIRA.

Providing an update on the recapitalisation exercise, Omoshin said, "Yes, calculations are ongoing. This is part of the improvement process and constitutes a real solvency framework.

"We have issued guidelines on the role of capital valuation. Companies are required to submit key reports on their recapitalisation plans. The key point is that insurance entities must submit capitalisation plans for evaluation.

"Our duty now is to monitor progress toward the attainment of the recapitalisation plans as determined by individual entities. Companies whose plans meet minimum capital requirements are expected to comply within the stipulated timeline."

He said, "To ensure proper assessment, we have commenced engagements with firms such as KPMG, Deloitte, PwC, and others to ensure transparency in valuation.

"They will assess assets, investments, and capital mix.

"After submission, the commission will review the reports and conduct its own evaluation where necessary. As of now, NAICOM has not verified any company. No company has been approved or adjusted yet.

"We insist that when companies claim compliance, they must go through the full verification process to confirm that minimum requirements have been met."

The new capital thresholds, which were introduced by the NIIRA 2025, significantly raised minimum capital requirements for different sectors of insurance to strengthen the industry, setting N10 billion for Life, N15 billion for Non-Life, N25 billion for Composite, and N35 billion for Reinsurance, alongside a Risk-Based Capital (RBC) framework, with a one-year compliance deadline ending July 30, 2026. The CFI said under his watch, NAICOM had pursued reforms that balanced prudential oversight with innovation and market growth, leading to stronger supervision for sustainable growth; adoption of risk-based supervision and capital requirements; focus on high-risk institutions, and promotion of risk-informed decision-making.

## Dubai Court: Insurer must pay Dh93,450 for traffic accident damages

26/12/2025

**Civil Court rules insurer of at-fault vehicle liable for damages**

**When the parties could not reach an amicable settlement, the matter was filed in court and handled electronically.**

**Dubai A Dubai Civil Court has ordered an insurance company to pay Dh93,450, plus 5 per cent legal interest until full settlement, following a traffic accident that caused significant damage to a vehicle.**

The dispute arose between two insurance companies after a collision in which liability was established on a vehicle insured by the defendant company. The claimant's insurer initially covered the repair costs, relying on estimates from approved repair centres and selecting the lowest quotation, including VAT, to reach the total claim of Dh93,450.

When the parties could not reach an amicable settlement, the matter was filed in court and handled electronically. Court documents included the police report, insurance policies, and technical inspection reports. The defendant contested liability and requested an expert assessment.

An appointed insurance expert confirmed the contractual insurance relationship between the parties and found that the insurer of the at-fault vehicle was responsible for the damages. The report detailed multiple front-end damages, requiring replacement of parts, bodywork, and painting, with repair costs proportionate to the damage and technically feasible.

The court relied on UAE civil law and established case law on insurance contracts and subrogation, which allows an insurer who fulfils its obligations to recover costs from the party responsible for the damage, up to the amount paid. The ruling confirms the defendant insurer's liability to reimburse the claimant for the full repair costs, interest, and legal fees.

## FRA issues model policy for Real Estate Title Insurance in Egypt

27/12/2025

**The Financial Regulatory Authority (FRA), chaired by Mohamed Farid, has announced the issuance of a model insurance policy for Real Estate Title Insurance, enabling insurance companies to provide coverage to property buyers against risks related to the validity of ownership and the emergence of title defects that were unknown at the time of purchase.**

The move marks a qualitative regulatory shift in the Egyptian real estate market and reflects the Authority's strategy to enhance transparency, protect the rights of market participants and strengthen confidence in property transactions. It also supports efforts to export Egyptian real estate by offering greater ownership stability for foreign investors.

Farid said the launch and activation of the Real Estate Title Insurance policy represents a historic step, introducing innovative and unprecedented insurance coverage that protects participants in the property market from risks arising from defects in title proof discovered after the completion of purchase, as specified in the policy.

He explained that, for the first time, buyers will benefit from insurance coverage against a defined range of risks, including those stemming from defects in title documentation that were unknown prior to acquisition. A real estate title deed, he noted, is the legal document proving ownership of a specific property by an individual or legal entity, defining its boundaries as well as the rights and obligations of the owner.

Title insurance, Farid added, is primarily used in property transactions—such as home purchases—to protect both the buyer and the financing bank from financial losses resulting from problems or defects in ownership, in accordance with the terms set out in the Real Estate Title Insurance policy.

He noted that this type of insurance is a well-established mechanism in global markets and is now being introduced in Egypt to enhance confidence, reduce ownership-related disputes and improve market efficiency.

Farid said the policy forms part of the FRA's broader vision to raise the efficiency and quality of non-banking financial services, enabling citizens and investors to make safer and more informed decisions.

"Our aim is for buyers in Egypt to feel protected against any future surprises or claims that may threaten their property ownership," he said.

He highlighted the distinction between title insurance and conventional home insurance, noting that while home insurance covers future events such as fire or theft, title insurance protects against problems that occurred in the past but were unknown at the time of purchase.

The FRA Chairperson said the policy comes at a time when Egypt's real estate market is witnessing increasing diversity in ownership sources and property types, heightening the need for advanced insurance mechanisms that support sector stability and protect ownership rights.

According to the policy, coverage includes compensation for losses arising from third-party claims or disputes challenging the validity of ownership, whether due to forgery, fraud, lack of legal capacity or other factors affecting the strength of the title deed. Coverage also extends to cases where property registration becomes impossible for reasons beyond the insured's control, as well as expenses resulting from the discovery of prior liens or financial obligations on the property that were unknown to the insured.

However, coverage does not extend to losses resulting from violations of building, land-use or environmental regulations, nor does it include government actions related to expropriation or seizure. The policy also excludes losses arising from war, riots and natural disasters, as well as mortgages or financial obligations known to the insured but not disclosed, or those that do not result in actual damage.

The policy requires full and accurate disclosure of information, granting the insurer the right to reject claims or cancel coverage if any material facts are found to have been concealed.

Under the policy, the insurer is obligated to provide legal defence to the insured in disputes falling within the scope of coverage, including undertaking litigation and appointing legal counsel. The insured, in turn, must fully cooperate and provide all required documentation.

The insurer must pay compensation within thirty days of receiving the documents necessary to assess the claim, subject to the maximum coverage limit specified in the policy and the application of any agreed annual increase in the sum insured.

The policy allows for cancellation by either party in accordance with specified terms and notification periods, with disputes to be resolved through arbitration under the rules of the Egyptian Centre for Voluntary Arbitration.



## Buyers benefited from favourable dynamics at Jan 1 reinsurance renewals: Aon

**29/12/2025**

Global insurance and reinsurance broking group Aon reports that competition among reinsurance companies was particularly strong in the US, as buyers of protection took advantage of favourable 1.1 renewal dynamics.

Aon will release its full Reinsurance Market Dynamics January 2026 Renewal report next week, but in the meantime, the broker has provided some insights into its 1.1 analysis.

The report will reveal that cedents benefited from favourable dynamics at 1.1, aided by record levels of capital following another strong year of profitability for reinsurers, as well as a benign 2025 Atlantic hurricane season which Aon says led to competitive tension in the market.

Notably, competition was high among reinsurers in the US, with preferred risks "typically achieving healthy double-digit rate reductions at January 1," while renewals in both Europe and Latin America also saw double-digit reductions with a few exceptions. In the Asia Pacific region, rate reductions neared 20% for non-loss impacted accounts, according to Aon.

"Buyers returning to the market will find a wide range of complementary reinsurance and capital products. Frequency covers and earnings protection are increasingly available. We are seeing growing interest in bespoke transactions such as structured solutions, loss portfolio transfers and facultative reinsurance, including hybrid treaty/facultative facilities," said Alfonso Valera, International CEO for Reinsurance Solutions at Aon.

In the property space, Aon notes that insurers achieved significant discounts and improved terms at 1.1, with competition "more intense and widespread" than at 1.1 2025, as sellers showed greater flexibility and desire for risks that were previously outside or at the edge of their portfolios.

"An increasingly favorable facultative reinsurance market offers insurers an expanding range of flexible and complementary solutions to de-risk portfolios and support growth. We anticipate the facultative market will continue growing in 2026," said Aon.

While Aon's full report will delve deeper into pricing dynamics at 1.1, today's commentary from the firm reveals further softening across the property reinsurance space, which had been expected.

At the same time, casualty reinsurance conditions at 1.1 2026 also remained favourable for buyers, supported by increased capacity and reinsurer appetite for risk, which Aon says is fuelling competition for international casualty and stability for US placements.

Aon explains that a combination of improving results, a robust underlying primary market, and attractive investment returns, meant casualty insurers were in a strong position at the renewals despite a challenging US tort environment.

"In a world in which risk and uncertainty is growing, businesses and governments look to insurers for solutions. Insurers can stay competitive and remain relevant to customers by leveraging attractively priced, diverse capital as well as revisiting their long-term strategy and product mix to support growth and optimize protection. Building best-in-class strategies – from capital deployment and talent to distribution focus and underwriting innovation – is essential for thriving in today's attractive, yet dynamic market," said Stephen Hofmann, Americas CEO for Reinsurance Solutions at Aon.

The broker's report will also highlight that although cedents were "broadly comfortable" with current levels of protection at the key January renewals, many buyers are expected to explore additional solutions to protect earnings and support profitable growth initiatives in 2026.

Additionally, Aon's report will explore capital levels in the sector, as the broker highlights that as at September 30th, 2025, it estimates global reinsurer capital hit a record \$760 billion, an increase of \$45 billion on the prior year, driven mostly by retained reinsurer earnings.

According to Aon, the reinsurance sector reported an average annualised return on equity of 16% for the first nine months of 2025, well in excess of the average cost of equity.

"The record-breaking industry capital position was supported by a relatively moderate Atlantic hurricane season and increased interest from third-party capital providers for insurance risk. Third-party capital reached a new high of \$124B at the end of the third quarter – up \$9B relative to the prior-year period. The catastrophe bond market ended the year at an all-time high with more than \$24B of bonds issued across 74 sponsors and \$58B in catastrophe bonds outstanding. The sidecar market also continued to grow in 2025 through new (re)insurers, new investors and new structures resulting in exciting growth," Aon explained.

## Dedicated reinsurance capital to reach 660\$bn in 2025: Guy Carpenter

29/12/2025

**According to Guy Carpenter's January 2026 renewal report, dedicated reinsurance capital is projected to rise by around 9% in 2025, reaching \$660 billion, driven by a 10% increase in alternative capital.**

Dean Klisura, Guy Carpenter's President and CEO, explained that this capital growth is supported by underwriting profits, retained earnings, recovering asset values, and strong investor interest, particularly in alternative capital and catastrophe bonds.

He added that trade tensions have not affected capital flows, with the reinsurance market continuing to "function well".

Guy Carpenter's report has also forecasted an additional \$50 billion in capital between 2025 and 2027.

In 2025, retained earnings reportedly helped support traditional capital growth following a year of insured catastrophe losses totalling \$121 billion, 18% below the five-year inflation-adjusted average, due to a benign US wind season.

Guy Carpenter highlighted that rate and attachment point adjustments since January 1, 2023, have created a new paradigm, reducing the reinsured share of catastrophe losses from 20% (2022 and earlier) to a new average of 12%.

These factors contributed to 17% returns on equity, as measured by the firm's reinsurer composite.

Looking ahead, further declines in interest rates and bond yields could spur additional growth in alternative capital, as its relatively uncorrelated return potential becomes more attractive.

Adding more on the innovation in this space, Klisura said, "Sidecars continue to be a significant trend across multiple lines of business, though they have gained particular attention for longer-tail portfolios.

"This is part of a larger trend in which insurance businesses seek additional sources of capacity from capital markets, and investors aim to get direct access to insurance risk in order to deploy